

## Chambre des Représentans.

---

### Commission des Pétitions.

---

#### FEUILLETON N<sup>o</sup> 1.

---

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|-----------------------------|---------------------------------------|---|
|                             |                                       | <b>M. DE MAN D'ATTENRODE, 1<sup>er</sup> rapporteur.</b>  |
| 1.                          | 624.                                  | Par pétition du 15 juillet 1834,<br>Le sieur Vander Hasselt, rentier à Bruxelles, en qualité de tuteur de sa sœur interdite, demande que la ville de Bruxelles soit contrainte à restituer la partie des contributions foncières payées par le fermier de sa sœur pour un pré situé à Montplaisir, qui a été exproprié pour cause d'utilité publique et cédé à la ville de Bruxelles depuis 1830. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2.                          | 611.                                  | Par pétition sans date,<br>Le sieur Dubosch adresse une réponse aux explications envoyées à la Chambre sur sa pétition du 4 janvier, par le Ministre de la guerre, et demande qu'il lui soit payé des indemnités pour les pertes qu'il a essuyées par suite des événemens de la guerre. — Concl. — Renvoi à la commission chargée du projet d'indemnité pour pertes essuyées par suite des événemens de la guerre.          |
| 3.                          | 582.                                  | Par pétition du 26 juin 1834,<br>Le sieur Luycks, docteur en médecine à Heyst-op-den-Berg, demande que dans la nouvelle loi communale, l'on établisse l'incompatibilité des fonctions de bourgmestre et de docteur en médecine. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignemens.  |
| 4.                          | 618.                                  | Par pétition du 3 juillet 1834,<br>Le sieur Laurent Desmet, membre de la légion-d'honneur, demeurant à Ostende, réclame le paiement de sa pension et des arriérés. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de la proposition de M. Corbisier.   |

5. 584. Par pétition du 4 juillet 1834 ,  
Le sieur Jean Wilkens-Remy , ancien professeur au grand collège à Gand, sous le régime autrichien et français, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
6. 617. Par pétition du 9 juin 1834 ,  
Cinq propriétaires de moulins à scier le bois , à Anvers, demandent qu'il soit établi un droit sur les bois sciés venant de l'étranger. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et à la commission d'industrie.
7. 591. Par pétition du 4 juillet 1834 ,  
Les administrateurs du polder de Lillo demandent que la Chambre ouvre un crédit au budget de l'intérieur pour les rembourser des avances faites par eux pour l'établissement d'une digue intérieure, s'élevant à la somme de fl. 23,670-22. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
8. 632. Par pétition non datée ,  
Le sieur Louvrex, ancien receveur des taxes municipales à Liège, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
9. 630. Par pétition du 16 juillet 1834 ,  
Le sieur Demulder à Bruges, milicien de 1827, demande le renvoi dans leurs foyers des miliciens de 1826 et 1827. — Concl. — Ordre du jour.
10. 625. Par pétition du 11 juillet 1834 ,  
La régence de Steene-Mariakerke renouvelle sa demande d'indemnité en faveur de ses habitans, qui ont été inondés en 1815, par suite des travaux opérés pour la défense du pays devant Ostende. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
11. 592. Par pétition du 23 juin 1834 ,  
Les administrations communales d'un grand nombre de communes usagères de la forêt de Chiny (Luxembourg), réclament contre l'administration de cette forêt gérée par le sieur de Geloès d'Eisden, auquel elle a été vendue pour un tiers en 1829 par le syndicat d'amortissement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances avec demande d'explications.  
  
M. HYE-HOYS, 2<sup>m</sup> rapporteur.
12. 608. Par pétition datée du 10 juillet 1834 ,  
Quatre personnes nées anglaises, ayant essuyé des pertes par suite de l'invasion hollandaise en 1830, renouvellent leur demande d'être indemnisées de ces pertes. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et à la section centrale, qui sera chargée de faire le rapport sur la matière.
13. 635. Par pétition non datée ,  
Un grand nombre de négocians-armateurs d'Anvers et de Bruxelles adressent des observations sur l'état de leur industrie.

— Concl. — Renvoi aux ministres de l'intérieur et des finances et à la commission d'industrie et de commerce.

14.      601.      Par pétition datée du 7 juillet 1834,  
Le sieur Vranckx s'oppose à la réclamation des brasseurs de Louvain pour obtenir une diminution d'impôt, et demande que la Chambre fasse une loi qui établisse le prix de la bière, en raison de celui du grain. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.
15.      600.      Par pétition datée du 6 juillet 1834,  
Le sieur Duray, ex-aide-huissier à la secrétairerie d'État sous l'ancien gouvernement, demande que la Chambre lui fasse obtenir un traitement d'attente, en attendant qu'il soit placé. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
16.      599.      Par pétition datée du 3 juillet 1834,  
Lesieur Louis-François Robert, né français et habitant Tournay, demande la naturalisation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements pour être remise à la commission qui sera chargée de faire rapport sur les demandes de naturalisation.
17.      634.      Par pétition datée du 7 juillet 1834,  
Le sieur Hoffman, commis de 4<sup>m</sup>e classe de la douane, demande que la Chambre lui fasse obtenir un emploi d'un grade plus élevé. — Concl. — Ordre du jour.
18.      585.      Par pétition datée du 4 juillet 1834,  
Scholastique Grégoire, veuve de Raimond Lantain, en son vivant commis de 2<sup>m</sup>e classe dans les accises, demande à obtenir la pension qui lui est due en vertu du règlement sur la matière. — Concl. — Renvoi au ministre des finances avec demande d'explication.
19.      631.      Par pétition datée du 15 juillet 1834,  
Le sieur Destaville, visiteur de la douane, adresse des considérations sur l'exercice du droit de préemption. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et à la commission d'industrie et de commerce.

M. DE ROO, 3<sup>e</sup> rapporteur.

Par pétition en date du 20 juin 1834,

20.      580.      La dame veuve Fixhon, de Liège, dont le fils, sous-lieutenant d'artillerie, est mort au service, demande une pension. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
21.      587.      Par pétition en date du 20 juin 1834,  
Huit fabricans de savon de Bruges et environs demandent que les droits à l'entrée sur les savons étrangers soient augmentés. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et à la commission d'industrie, et dépôt au bureau des renseignements.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.	
22	583.	<p>Par pétition en date du 20 juin 1834 ,</p> <p>Six légionnaires demandent que la pension attachée à la croix d'honneur et les arriérés leur soient payés. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier et au ministre de l'intérieur.</p>
23.	566.	<p>Par pétition en date du 24 juin 1834 ,</p> <p>Le sieur Égide Bronselaer, militaire pensionné, se plaint de ce que son frère, ancien clerc de l'église d'Anderlecht, ait été remplacé dans ses fonctions. — Concl. — Ordre du jour.</p>
24.	565.	<p>Par pétition en date du 27 juin 1834 ,</p> <p>La dame veuve De Ray réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef de l'incendie de son magasin de bière, par les Hollandais, en septembre 1830. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de la loi sur les indemnités.</p>
25.	629.	<p>Par pétition en date du 30 juin 1834 ,</p> <p>Un grand nombre de propriétaires de terres, situées dans la Flandre-Occidentale, adhèrent aux pétitions tendantes à ce qu'il soit établi un canal de dessèchement. — Concl. — Dépôt au ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignements.</p>
26.	620.	<p>Par pétition en date du 13 juillet 1834 ,</p> <p>Les fabricans de pianos de Bruxelles demandent que les pianos étrangers soient imposés à leur entrée en Belgique, d'un droit égal à ceux dont sont frappés les pianos belges à l'étranger. — Concl. — Renvoi au ministre des finances, à la commission d'industrie et dépôt au bureau des renseignements.</p>